

Luxembourg, le 12 décembre 2008

Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

---

## **Avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers**

Par sa lettre du 10 octobre 2008, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a bien voulu solliciter l'avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi sous rubrique.

Au regard de l'importance du présent projet de loi et de ses répercussions sur l'ensemble des entreprises luxembourgeoises, les deux chambres professionnelles ont estimé utile et nécessaire de prendre position à travers un avis commun.

Le présent avis commun s'inscrit dans la lignée des avis communs formulés lors des modifications précédentes de l'ancienne loi modifiée du 12 mars 1973 (« loi de 1973 ») portant réforme du salaire social minimum (« SSM »), abrogée par le Code du Travail, le dernier avis commun en date remontant au 13 décembre 2006.

### **1. Revalorisation projetée du SSM au 1er janvier 2009**

Le projet de loi sous avis a pour objet de procéder à une revalorisation du SSM en modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail. Les auteurs du présent projet de loi proposent de relever le SSM de 2,0% au 1er janvier 2009.

Le paragraphe (2) de l'article L. 222-2 du Code de Travail oblige le Gouvernement à soumettre, tous les deux ans, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du SSM. Sur base de ce rapport, le Gouvernement a la faculté de proposer un relèvement du SSM.

L'article 1er du présent projet de loi fixe le montant du SSM mensuel pour travailleurs non qualifiés à 239,61 EUR, au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948. A l'indice actuel de 685,17, ledit SSM sera de 1.641,74 EUR. Les taux horaires correspondants sont de respectivement 1,3850 EUR (indice 100) ou de 9,4898 EUR (indice 685,17).

Conformément au paragraphe (1) de l'article L. 222-4 du Code du Travail, le niveau du SSM pour travailleurs qualifiés, défini conformément à l'article en question, est majoré de 20%. Les montants mensuels correspondants du SSM pour travailleurs qualifiés sont de 287,53 EUR (indice

100) respectivement de 1.970,08 EUR (indice 685,17). Les taux horaires correspondants sont de respectivement 1,6620 EUR (indice 100) et de 11,3877 EUR (indice 685,17).

## **2. Le patronat réitère son opposition formelle à toute augmentation du SSM**

Par référence aux avis communs formulés lors des adaptations précédentes du SSM, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers tiennent à exprimer, d'une manière générale, leur opposition catégorique au mécanisme d'adaptation biennale du SSM.

Il importe de rappeler que le paragraphe (2) de l'article L. 222-2. du Code du Travail ne comporte pas d'obligation d'adapter le SSM. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers considèrent dès lors que la décision de relever le niveau du SSM, ainsi que l'importance d'un tel relèvement, doivent être étudiées au cas par cas en tenant compte de l'évolution de la situation économique générale.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers mettent en évidence la situation très préoccupante de l'économie mondiale et nationale et les perspectives peu encourageantes de l'évolution conjoncturelle prévues pour 2009. Dès lors, il leur semble de mise de ne pas appliquer de façon « quasi automatique » des mécanismes d'adaptation tels que l'augmentation du SSM et des paramètres qui y sont rattachés. Les chambres patronales sont d'avis que toute nouvelle adaptation du SSM aura un impact négatif substantiel sur la compétitivité des entreprises et de surcroît réduira l'employabilité des travailleurs résidents, surtout des travailleurs non-qualifiés.

Comme l'a démontré à suffisance l'avis commun du 13 décembre 2006 des deux chambres, l'impact négatif d'une augmentation du SSM sur l'économie est devenu un élément d'analyse confirmé.

Lors des augmentations précédentes du SSM, le Gouvernement a toujours soutenu que le SSM est devenu la rémunération objective d'un travail et qu'il résulte de la productivité apparente du travail fourni. Les autorités compétentes avaient estimé par ailleurs en 2006 que tous les intéressés devraient être d'accord sur le fait que « notre modèle social reste fondé sur le travail » et qu'il serait donc « normal de reconnaître, par une rémunération minimale, la valeur du travail fourni et en même temps la dignité du travailleur ».

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers considèrent qu'en augmentant une fois de plus le SSM, les auteurs du présent projet de loi illustrent le fait que les gains de productivité ne sont pas suffisamment pris en considération pour justifier l'augmentation du salaire social minimum.

Une fois ce seuil déterminé, la progression salariale devrait cependant être du ressort de l'entreprise et devrait évoluer en fonction de la productivité de chaque salarié. Toute adaptation du SSM, de quelque nature que ce soit, n'a pour autre effet que de priver l'employeur des moyens de rétribuer l'amélioration de la productivité de ses salariés. Par ailleurs, une telle adaptation réduit la marge de manoeuvre des entreprises dans leurs négociations collectives.

Le rapport Fontagné sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise de novembre 2004, cité à plusieurs reprises dans le cadre de l'avis commun du 13 décembre 2006, fournit une multitude de raisons qui plaident contre le principe même d'une adaptation du SSM et, partant, celle programmée au 1er janvier 2009. La raison principale est que le SSM est totalement déconnecté de la productivité réelle du travail.

Ce sera d'ailleurs particulièrement le cas en 2009 si le SSM est réajusté à la hausse : selon les plus récentes projections du STATEC (note de conjoncture n°2-2008), la croissance économique atteindrait seulement 0,5% en 2009. Bien qu'en nette décélération, la progression de l'emploi total intérieur s'établirait quant à elle à 2,0%. La productivité apparente du travail déclinerait donc à raison de 1,5%. Ce recul ferait suite à une diminution plus marquée encore en 2008 (-2,9%), de sorte que la productivité apparente fléchirait en termes cumulés de quelque 4,4% en 2008 et 2009. La rentabilité des entreprises sera mise à rude épreuve dans un tel contexte. Il importe de ne pas exacerber cette évolution hautement dommageable par un accroissement du SSM.

Finalement, les chambres patronales regrettent que même si l'exposé des motifs relève l'impact financier engendré par la réévaluation du SSM au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (surcoût annuel total pour l'ensemble des entreprises luxembourgeoises : 17,6 millions d'euros), le projet de loi n'inclut pas de fiche d'impact généralisée sur les entreprises et ne prend pas suffisamment en compte le contexte économique pour le moins particulier qui prévaut actuellement.

### **3. Les principaux arguments qui amènent les chambres patronales à s'opposer à tout relèvement du SSM**

Comme dans leurs avis communs en rapport avec les augmentations passées du SSM, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers relèvent dans les chapitres suivants les principaux arguments qui les amènent à s'opposer à tout relèvement du SSM.

#### **3.1. Effets néfastes sur la compétitivité de l'économie nationale, particulièrement dans les secteurs intensifs en emplois**

Les résultats d'études passées ont confirmé l'analyse des deux chambres professionnelles concernant les effets néfastes de l'augmentation du SSM sur l'évolution des salaires moyens. Ainsi, les résultats de ces études (docum. parl. N°5399 du 25.11.2004) ont mis en évidence l'effet statistiquement significatif du SSM sur les salaires moyens versés par les entreprises et ce, indépendamment du modèle et de la catégorie de salariés retenus.

L'adaptation du SSM incite dès lors inévitablement les bénéficiaires de salaires bas ou même moyens à revendiquer des hausses conséquentes de leur propre niveau de salaire.

Il s'ensuit donc une tendance à la hausse généralisée de l'ensemble des salaires. Il est évident que la hausse du SSM aura des répercussions non négligeables sur les coûts de production des secteurs qui emploient un grand nombre de salariés rémunérés au SSM (hôtellerie, restauration, commerce de détail...).

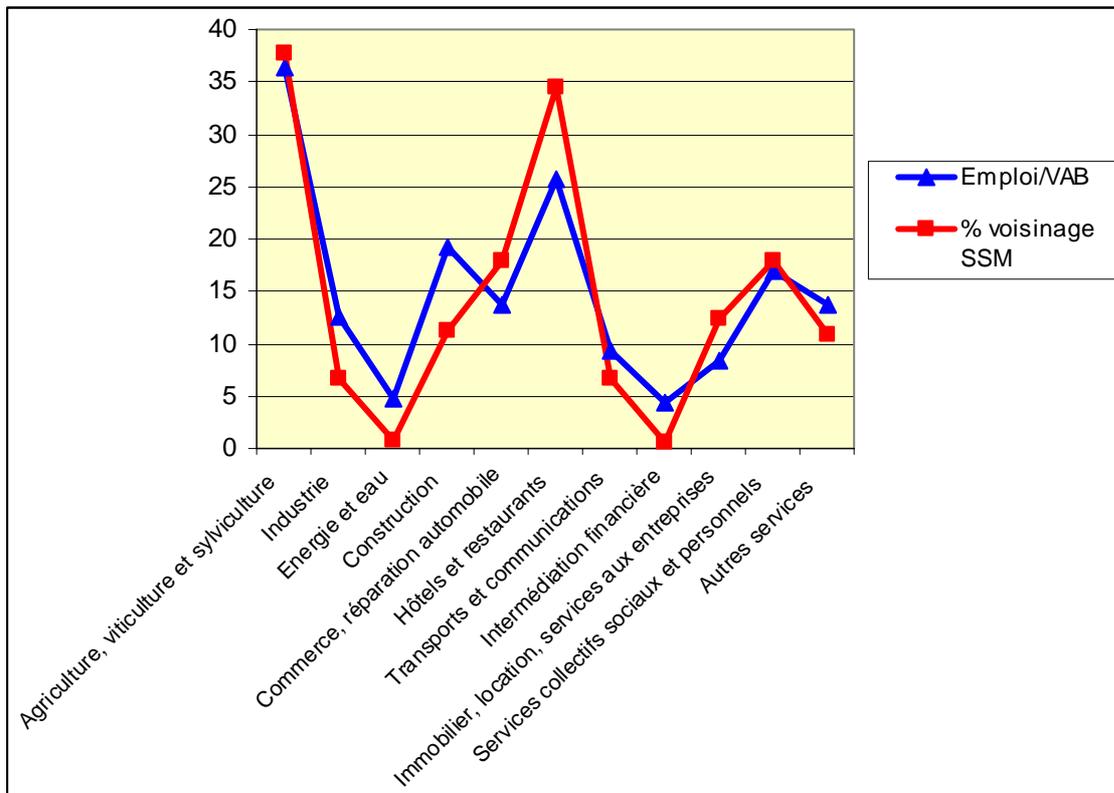
Le graphique ci-joint met d'ailleurs en évidence une corrélation frappante entre, d'une part, l'intensité en emplois d'un secteur (appréhendée par le ratio « emplois/valeur ajoutée brute » établi pour l'année 2007) et, d'autre part, le pourcentage de salariés rémunérés au voisinage du SSM dans ce même secteur. Le graphique montre que les secteurs les plus intensifs en emplois sont particulièrement pénalisés par une hausse du SSM, qui paraît particulièrement destructrice d'emplois à cette aune. Il convient de garder cet élément à l'esprit dans le présent contexte économique. Selon le STATEC (note de conjoncture n°2-2008), la progression de l'emploi total intérieur passerait de 4,9% en 2008 à 2,0% en 2009, ce qui constitue une décélération pratiquement sans précédents. Les autorités doivent dans un tel contexte renoncer à toute mesure qui, en pénalisant les secteurs les plus intensifs en emplois, ne peut qu'induire un fort accroissement du chômage.

Dans la plupart de ces secteurs, les chefs d'entreprise disposent de l'alternative suivante:

- soit ils ne répercutent pas l'augmentation du SSM sur les prix de vente et, dans ce cas, leur marge bénéficiaire diminue ;
- soit ils répercutent l'augmentation du SSM sur les prix de vente et, dans ce cas, l'inflation augmente et entraîne une adaptation indiciaire des salaires qui risque de déclencher une spirale inflationniste.

En définitive, chacune de ces deux voies alternatives aura des répercussions non négligeables sur les coûts de production des entreprises et portera ainsi gravement atteinte à la compétitivité de l'économie luxembourgeoise en 2009.

**Graphique : corrélation entre l'intensité en emplois (nombre d'emplois sur valeur ajoutée brute exprimée en millions d'euros) et la proportion de salariés se situant au voisinage du SSM (en % de l'emploi salarié total de la branche)**



Sources : Statec (valeur ajoutée brute et emplois par branches) et exposé des motifs du projet de loi sous avis (proportion des salariés au voisinage du SSM).

### 3.2. Réduction de l'employabilité des travailleurs résidents sans qualification ou peu qualifiés

Le niveau du SSM est particulièrement élevé par rapport au salaire minimum pratiqué dans les autres pays européens et le SSM brut au Luxembourg est d'ores et déjà le plus élevé d'Europe. Une comparaison internationale qui a été incluse dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique illustre très clairement ce fait.

Il est certain que la réévaluation au 1er janvier 2009 ne fera qu'accentuer cet écart.

Le niveau déjà élevé du SSM pose donc d'importants problèmes, notamment en termes d'employabilité des personnes résidentes sans qualification. En effet, l'augmentation du coût de la main-d'oeuvre la moins qualifiée n'incitera probablement pas les chefs d'entreprise à embaucher ces personnes, mais plutôt à recourir à des travailleurs plus qualifiés provenant de la Grande Région. Dès lors, le relèvement du SSM risque d'aggraver davantage à l'avenir les difficultés éprouvées par les personnes non ou peu qualifiées lors de la recherche d'un emploi.

En effet, dans la mesure où bon nombre de personnes non qualifiées ont d'ores et déjà une productivité inférieure au salaire minimum, l'accroissement du niveau du SSM au 1er janvier 2009 n'aura pour autre conséquence que d'accroître encore le nombre de chômeurs potentiels, de fragiliser davantage la cohésion sociale et de créer une brèche sérieuse à la politique de plein emploi visant précisément à intégrer prioritairement sur le marché du travail les personnes non ou peu qualifiées.

Cette politique risque d'aggraver davantage encore la situation prévisionnelle sur le marché de l'emploi en 2009, que les experts caractérisent de morose à cause des faibles perspectives

d'amélioration de la conjoncture, voire des pressions sur le Luxembourg en provenance des demandeurs d'emploi implantés dans la Grande Région.

### **3.3. Niveau élevé du SSM et dysfonctionnement du marché du travail**

Le Luxembourg est actuellement le pays d'Europe qui connaît la plus forte proportion de salariés payés au salaire minimum. Une telle situation traduit immanquablement un dysfonctionnement profond du marché du travail luxembourgeois, dans la mesure où une proportion importante de salariés est rémunérée dans des conditions qui ne sont pas les conditions normales du marché du travail.

La conséquence directe du niveau élevé du SSM entraîne mécaniquement un nombre croissant de salariés peu ou pas qualifiés à être « rattrapés » par le salaire minimum.

Pourtant, il est évident pour l'ensemble des acteurs économiques qu'il n'est jamais bon que les mécanismes de marché ne jouent que sur une partie réduite du marché. Dans le cas du marché du travail, la proportion élevée de salariés rémunérés au SSM a des conséquences très négatives, dans la mesure où il est désincitatif que des salariés relevant de mécanismes de marché se retrouvent "hors marché" en étant rattrapés par le salaire minimum.

Ce « dirigisme salarial » est encore accentué par l'effet d'entraînement sur les salaires moyens ou supérieurs qu'induisent les accords salariaux dans la fonction publique. Une partie croissante des rémunérations relève dès lors de décisions ou mécanismes d'ajustement étrangers au monde des entreprises. C'est le cas tant des salaires les moins élevés (incidence de l'ajustement du SSM) que des traitements moyens et supérieurs (influence des accords dans la fonction publique). Une telle situation n'est pas tenable dans une économie de marché aussi ouverte que celle du Luxembourg.

Par ailleurs, en termes de cohésion sociale, le rapport Fontagné sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise de novembre 2004 relève que, si la proportion de salariés rémunérés au salaire minimum est importante, le salaire minimum ne parvient pas à remplir son objectif de redistribution. Cette analyse rejoint entièrement celle de la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers. Les mécanismes de redistribution ne sont efficaces que lorsqu'ils sont ciblés. En pratique, le seul effet d'une augmentation du SSM consiste à accroître la proportion de la population active qui se trouve exclue des conditions normales du marché du travail.

### **3.4. Répercussions sur les cotisations sociales**

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers rappellent que le SSM sert de référence pour déterminer l'assiette des cotisations sociales. L'augmentation du SSM entraînera donc inévitablement une augmentation des charges sociales des entreprises.

A terme, cette augmentation aura également des conséquences néfastes sur le budget de l'Etat. Dans un contexte de maîtrise des dépenses en matière de sécurité sociale, tout relèvement du SSM porte préjudice, non seulement à la rentabilité des entreprises, mais également à l'équilibre des finances publiques.

Ainsi, les deux chambres professionnelles réitèrent leur opposition au principe consistant à exprimer le plafond des cotisations en matière de sécurité sociale par un multiple du SSM.

Après consultation de leurs ressortissants, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ne peuvent approuver le projet de loi sous rubrique.